

Document de consultation publique

(PRD)2135

30 octobre 2020

à savoir

Proposition complémentaire à la proposition (C)1907 d'arrêté royal fixant les seuils d'investissements et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement en vue du classement des capacités dans les catégories de capacités dans le cadre de l'élaboration du mécanisme de rémunération de la capacité pour la Belgique

REMARQUE PRÉALABLE

Toute consultation est soumise aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du comité de direction de la CREG. Ceci vaut également pour le traitement et la publication des observations reçues. Le règlement d'ordre intérieur ainsi que ses modifications ont été publiés au moniteur belge du 14 décembre 2015 et du 12 janvier 2017. Vous trouverez [ici](#) plus d'informations ainsi que les liens vers ces publications.

APERÇU

Objet :

Dans le cadre de l'élaboration d'un mécanisme de rémunération de la capacité pour la Belgique, la CREG est chargée de proposer, après consultation publique, un projet d'arrêté royal qui fixe les critères d'éligibilité des coûts d'investissement permettant de classer toute capacité dans une catégorie de capacité et les seuils d'investissements distinguant les catégories de capacités conformément à l'article 7undecies, §5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Par décision du 12 décembre 2019, le Comité de direction a adopté cette proposition d'arrêté royal. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette proposition, il est toutefois apparu nécessaire d'en modifier certaines dispositions. La consultation publique porte uniquement sur les modifications envisagées.

Modalités de la consultation :

1) Période de consultation :

Cette période de consultation compte trois semaines et se termine le **20.11.2020** à 23.59 CET inclus.

2) Mode de transmission des observations :

- Par courriel à consult.CRM@creg.be

Si le répondant estime que sa réponse comporte des informations confidentielles, ces informations doivent être indiquées précisément et sans ambiguïté dans la réponse comme étant confidentielles. En outre, cette réponse doit stipuler les raisons de la confidentialité et l'éventuel désavantage ou préjudice que pourrait subir le répondant si ces informations confidentielles étaient malgré tout publiées. Si le répondant (autre qu'une personne physique) estime avoir une raison valable pour que son nom ne soit pas divulgué, il le motive dans sa réponse.

3) Personne de contact et/ou coordonnées de contact pour tous renseignements :

Patricia Debrigode, Pascal Boucquey, +32 2 289 76 11, consult.CRM@creg.be

Projet de proposition

(C)2135

30 octobre 2020

Projet de proposition complémentaire à la Proposition (C)1907 d'arrêté royal fixant les seuils d'investissements et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement en vue du classement des capacités dans les catégories de capacités

Article *Tundecies*, § 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Non-confidentiel

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	3
1. Cadre legal.....	4
2. Commentaire des articles.....	5
2.1. Article 1er	5
2.2. Article 2	5
2.3. Article 4	5
2.4. Article 7	6
2.5. Article 8	6
2.6. Article 9	6
2.7. Article 10	7
2.8. Article 11	7
2.9. Article 12	7
2.10. Article 13	8
2.11. Article 14 (nouveau)	8
2.12. Article 15 (anciennement 14).....	8
2.13. Ancien article 15.....	8
2.14. Article 16	9
2.15. Ancien article 17.....	9
2.16. Article 17 (anciennement 18).....	9
2.17. Ancien article 19.....	9
2.18. Article 18 (anciennement 20).....	9
3. Proposition coordonnée d'arrêté royal.....	11

INTRODUCTION

1. Le 12 décembre 2019, le Comité de direction de la CREG a adopté la proposition d'arrêté royal (C)1907 « *fixant les seuils d'investissements et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement en vue du classement des capacités dans les catégories de capacités* »¹.

A ce jour, cette proposition n'a pas encore été traduite en un arrêté royal.

2. Dans les mois qui ont suivi l'adoption de la proposition précitée, il est apparu qu'un certain nombre de dispositions contenues dans la proposition devaient faire l'objet d'une adaptation, soit en vue de faciliter la mise en œuvre du texte et la procédure d'introduction et de traitement des dossiers, soit en raison de l'évolution nécessaire du cadre légal.

Dès lors, la CREG a entamé un processus visant à adopter une proposition complémentaire à la Proposition 1907.

3. Le premier chapitre aborde le cadre légal. Le second chapitre contient le commentaire des articles de la proposition d'arrêté royal. Il est expressément indiqué que ce chapitre ne contient pas le commentaire de toutes les dispositions de la proposition d'arrêté royal, mais uniquement celui des modifications qui sont apportées à la proposition initiale. Le troisième chapitre reprend la proposition coordonnée d'arrêté royal, faisant apparaître les modifications apportées par la présente proposition complémentaire.

4. Le présent projet de proposition a été adopté par le Comité de direction de la CREG en sa séance du 29 octobre 2020.

¹ Ci-après, la « Proposition 1907 ». Cette proposition peut être consultée sur le site de la CREG, sur le lien suivant : <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Propositions/C1907FR.pdf>

1. CADRE LEGAL

5. S'agissant du cadre légal belge et européen existant, la CREG renvoie aux §§ 5 à 18 de sa Proposition (C)1907.

6. Le 17 juillet 2020, la Chambre des représentants a adopté une résolution « *relative au mécanisme de rémunération de capacité pour l'électricité en ce qui concerne la transparence, le coût, le mode de financement, le fonctionnement du marché et de notification à la Commission européenne* »². Il ressort notamment de cette résolution que la Chambre des représentants demande au Gouvernement fédéral « *d'indiquer aux services de la concurrence de la Commission européenne que le mécanisme de rémunération de la capacité pour l'électricité sera financé sur la base d'une obligation de service public via les tarifs d'Elia* ». Ce faisant, la Chambre des représentants s'est implicitement prononcée pour l'attribution au gestionnaire du réseau de transport de la mission de contrepartie contractuelle, que la version actuelle de la loi du 22 avril 2019 « *modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité* » charge le Roi de désigner.

7. Suite à l'adoption de la résolution précitée, et suite également à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2019/943 sur le marché intérieur de l'électricité, une révision de la loi du 22 avril 2019 précitée s'est avérée indispensable. Le Comité de suivi du CRM (composé de la Direction générale de l'Énergie, de la CREG, d'Elia, et du cabinet de la ministre de l'Énergie) a travaillé à l'élaboration d'un avant-projet de loi en la matière.

Compte tenu du calendrier très serré qu'il convient de respecter en vue de la première enchère (octobre 2021), la CREG a décidé de tenir compte, dans le cadre de la présente proposition complémentaire, du dernier état de l'avant-projet de loi modifiant cette loi dont elle dispose³.

8. Le 7 octobre 2020 a été publiée sur le site de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne, la décision du 21 septembre 2020 par laquelle la Commission européenne notifie à la Belgique qu'elle lance une procédure formelle d'examen dans le dossier relatif au mécanisme de rémunération de capacité belge (SA. 54915 (2019/N))⁴.

Certes, parmi les griefs soulevés par la Commission européenne dans sa décision, certains sont susceptibles d'entraîner une modification de la proposition d'arrêté royal – tant la proposition initiale (par exemple, sur le point de savoir si la puissance à prendre en considération pour déterminer la catégorie de capacité doit être la puissance installée totale ou la puissance après application des facteurs de réduction – cf. §§ 208-210 de la décision) que la proposition modifiée (par exemple, s'agissant du nombre de périodes de fourniture de capacité auxquelles peuvent prétendre les capacités étrangères indirectes – cf. § 223 de la décision).

Toutefois, compte tenu du fait que la majorité des modifications envisagées par la présente proposition complémentaire n'ont nullement trait aux griefs soulevés par la Commission européenne, la CREG a décidé de ne pas retarder la consultation publique sur son projet de proposition complémentaire en attendant le résultat des discussions bilatérales entre l'Etat belge et la Commission européenne.

9. La présente proposition est dès lors sans préjudice du résultat de ces discussions bilatérales.

² Ci-après, la « Résolution 1220 ».

³ Ci-après, l' « Avant-projet de loi ».

⁴ https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202041/288236_2194736_5_2.pdf

En tout état de cause, si le projet d'arrêté royal devait être adapté suite aux engagements de l'Etat belge vis-à-vis de la Commission européenne ou à la décision finale de la Commission européenne, la CREG soumettrait les adaptations proposées à une nouvelle consultation publique.

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

10. Dans la proposition complémentaire, il est fait référence, sauf indication contraire, aux numéros d'articles de la Proposition 1907.

Les modifications purement formelles (par exemple, modification d'un numéro d'article auquel il est fait référence, modification de traduction, ...) ne font pas l'objet de commentaires.

2.1. ARTICLE 1ER

11. L'article 1^{er} de la Proposition 1907 contient les définitions utiles à la compréhension de l'arrêté. Outre une simple adaptation de référence (au 6°), il est proposé d'y ajouter la définition de « *même site géographique* ». Ces termes sont eux-mêmes utilisés pour définir le concept de « *capacités liées* » (Proposition 1907, art. 1^{er}, 6°). Dans le cadre de discussions intervenues entre le gestionnaire du réseau et la CREG, il est en effet apparu que des précisions devaient être apportées à cet égard. La définition proposée est relativement large et tente dans ce cadre de tenir compte notamment des particularités des sites industriels sur lesquels peuvent s'implanter de telles capacités. La notion de « *même site géographique* » est également utilisée pour comptabiliser le nombre de dossiers d'investissement qu'un demandeur peut introduire (art. 7, § 2).

2.2. ARTICLE 2

12. L'article 2 de la Proposition 1907 décrit de manière générale le rôle attribué à la CREG dans le cadre du classement des capacités dans une catégorie de capacité.

13. Outre une modification de pure forme, la disposition modifiée entend également tenir compte de l'Avant-projet de loi, dans lequel il est fait choix d'attribuer automatiquement la catégorie « un an » aux capacités étrangères indirectes et aux capacités non prouvées⁵.

2.3. ARTICLE 4

14. L'article 4 de la Proposition 1907 est légèrement adapté afin de clarifier que, pour opérer le classement d'une capacité dans une capacité, on tient compte de toute la puissance installée, même si, par exemple, une partie de cette puissance est autoconsommée (et n'est donc pas mise à disposition du marché).

⁵ Dans l'Avant-projet de loi, une capacité non prouvée est définie comme une « *capacité qui, au moment de l'introduction du dossier de préqualification, ne peut être associée à un point de livraison spécifique* ».

2.4. ARTICLE 7

15. L'article 7 de la Proposition 1907 est consacré aux modalités d'introduction du dossier d'investissement. Cet article fait l'objet de plusieurs adaptations.

16. D'abord, il est apparu que les modalités d'introduction (et de traitement) du dossier d'investissement devaient être allégées. La CREG est à cet égard occupée à développer une plateforme informatique sur laquelle le demandeur sera amené à « charger » son formulaire de demande, accompagné de toutes les annexes requises. L'introduction du dossier par courrier recommandé avec accusé de réception est donc supprimée, de même que l'exigence du dépôt du dossier en plusieurs exemplaires (versions papier et électronique).

17. L'obligation de transmettre le numéro d'identification du demandeur auprès d'Elia est également supprimée, Elia et la CREG s'étant entendues pour qu'Elia transmette elle-même cette information à la CREG.

18. Une troisième modification vise à donner plus de temps à la CREG pour adopter le modèle de formulaire d'introduction du dossier d'investissement, l'élaboration de ce formulaire ayant été retardée notamment par le développement de la plateforme informatique visée ci-dessus.

19. Une dernière modification a pour but d'imposer au demandeur de maintenir à jour les informations communiquées à la CREG dans le cadre de son dossier d'investissement. Ceci vaut pendant tout le temps du traitement de son dossier.

2.5. ARTICLE 8

20. L'article 8 de la Proposition 1907 avait trait aux informations manquantes dans le dossier d'investissement et aux conséquences de l'absence de transmission des pièces complémentaires.

Dans la mesure où la plateforme développée par la CREG vise à ne permettre l'introduction d'un dossier d'investissement qu'à la condition que toutes les annexes requises soient présentes, l'hypothèse d'un dossier incomplet ne peut plus se présenter.

Le maintien de cette disposition n'est donc pas nécessaire.

21. Il est proposé de remplacer l'article 8 initial par une nouvelle disposition, consacrée aux modes de communication entre la CREG et le demandeur. Il est ici clairement indiqué que la communication se fait en principe par courriers électroniques, sauf si l'arrêté royal prescrit un autre mode de communication (à savoir le courrier recommandé). En vue de la comptabilisation des délais, et pour éviter toute discussion à cet égard, il est expressément mentionné que le courrier est présumé avoir été réceptionné le jour de son envoi. La règle ne vaut toutefois que si le courrier électronique est adressé à la bonne personne. S'agissant du demandeur, la personne de contact mentionnée dans le dossier d'investissement est présumée être le bon destinataire.

2.6. ARTICLE 9

22. Il convient de prévoir dans cette disposition que, par dérogation à la règle générale (communication par courriers électronique), la convocation à l'audition et la notification de la décision finale se font par courrier recommandé avec accusé de réception lorsque le demandeur ne répond pas (dans les délais) à une demande de renseignements complémentaires adressée par la CREG.

2.7. ARTICLE 10

23. Dans l'Avant-projet de loi, la règle selon laquelle la CREG ne doit pas prendre de décision de classement pour les capacités qui n'ont pas obtenu leur préqualification est remplacée par la possibilité, pour la CREG, de fonder son refus de suivre le classement demandé par le détenteur de capacité ou le gestionnaire d'une agrégée, sur le rejet du dossier de préqualification.

Il convient dès lors d'adapter la proposition en conséquence.

2.8. ARTICLE 11

24. Trois précisions doivent être apportées à l'article 11 de la Proposition 1907.

D'abord, il est désormais prévu que l'envoi du projet de décision négative se fait par courrier recommandé avec accusé de réception (par dérogation à la règle de communication par courriers électroniques).

Ensuite, il est précisé expressément que, lorsque la CREG envisage de classer l'offre agrégée dans une catégorie inférieure à celle demandée par le gestionnaire d'une offre agrégée, celui-ci ne peut que retirer des capacités dans son offre, et non en ajouter ni les remplacer. Ceci ressortait au demeurant déjà du commentaire de l'article 11 figurant dans la Proposition 1907.

Enfin, conformément à l'Avant-projet de loi, il est désormais prévu que l'information sur la catégorie de capacité dans laquelle les capacités sont classées est communiquée au gestionnaire du réseau en même temps qu'elle est notifiée au demandeur, et non plus à l'issue de la mise aux enchères.

2.9. ARTICLE 12

25. L'article 12 de la Proposition 1907 contient certaines dispositions relatives à la transmission d'informations à la CREG dans la période « *ex post* » (c'est-à-dire après le classement des capacités). Cette disposition doit être légèrement adaptée.

26. S'agissant du paragraphe 1^{er}, la CREG estime qu'il n'est pas opportun de limiter les informations qu'Elia doit transmettre à la CREG aux seules informations issues de son monitoring préalable au début de la période de fourniture de capacité. D'autres informations peuvent intéresser la CREG (comme par exemple la durée du contrat choisie par le fournisseur de capacité, la durée résiduelle du classement des capacités composant une offre agrégée, etc.). La disposition selon laquelle Elia et la CREG doivent se concerter sur la liste des informations à transmettre par Elia est inchangée.

27. Dans le paragraphe 2, la référence à la contrepartie contractuelle est remplacée par une référence au gestionnaire du réseau, Elia étant, suite à la Résolution 1220, pressenti comme contrepartie contractuelle dans le mécanisme de rémunération de capacité.

28. Un nouveau paragraphe 3 est par ailleurs proposé. Il vise à imposer aux demandeurs dont la capacité (et, le cas échéant, l'offre agrégée) a fait l'objet d'un classement par la CREG de transmettre à celle-ci, d'initiative, toute modification des informations transmises à l'appui du dossier d'investissement.

2.10. ARTICLE 13

29. Selon la CREG, il convient de modifier l'article 13 de la Proposition 1907, qui traite des modalités d'introduction du dossier de clôture d'investissement.

30. L'article 13 initialement prévu prévoit que l'introduction du dossier de clôture d'investissement doit se faire à des moments différents selon que la capacité (ou l'offre agrégée) a été classée dans la catégorie « trois ans », d'une part, ou dans la catégorie « huit ans » ou « quinze ans », d'autre part. Or, il est (au moins théoriquement) possible qu'un fournisseur de capacité dont la capacité (ou l'offre agrégée) a été classée dans la catégorie huit ou quinze ans ait choisi finalement un contrat portant sur maximum trois périodes de fourniture de capacité, comme la loi lui en donne le droit. Dans un tel cas, ce fournisseur de capacité devra introduire son dossier de clôture d'investissement dans le même délai que ceux dont la capacité a été classée dans la catégorie « trois ans ».

31. Il est également prévu que l'introduction des dossiers de clôture d'investissement se fera, comme pour les dossiers d'investissement, via la plateforme informatique mise à disposition par la CREG.

32. Enfin, la liste des informations à transmettre à l'appui du dossier de clôture d'investissement est légèrement adaptée en requérant non seulement le dépôt des factures correspondantes, mais également, en l'absence de facture (par exemple dans le cas de prestations réalisées « en interne »), de tout autre document probant.

2.11. ARTICLE 14 (NOUVEAU)

33. Il est nécessaire d'insérer un nouvel article 14 dans la Proposition 1907. Cette nouvelle disposition a trait aux modalités de communications entre la CREG et le fournisseur de capacité pour le traitement des dossiers de clôture d'investissement. Il est similaire au nouvel article 8 (valable pour le traitement du dossier d'investissement), auquel il est renvoyé.

2.12. ARTICLE 15 (ANCIENNEMENT 14)

34. Trois modifications à l'article 14 de la Proposition 1907 (désormais l'article 15) sont proposées. D'abord, il convient de remplacer la contrepartie contractuelle par le gestionnaire du réseau ; ensuite, la disposition précise désormais que, dans le cas d'une introduction tardive ou de l'absence d'introduction du dossier de clôture d'investissement, les communications doivent intervenir par courrier recommandé avec accusé de réception (et non par e-mail). Enfin, il est précisé que la décision enjoignant le gestionnaire du réseau de rompre le contrat de capacité a pour effet de priver le fournisseur de capacité du bénéfice du classement.

2.13. ANCIEN ARTICLE 15

35. Il convient de supprimer l'article 15 de la Proposition 1907, qui a trait aux conséquences d'un dossier incomplet. Il est renvoyé à cet égard au commentaire de l'article 8.

2.14. ARTICLE 16

36. L'article 16 de la Proposition 1907 est adapté en vue de faire correspondre les modalités et conséquences de la décision en cas de refus de transmettre les informations complémentaires demandées par la CREG, sur celle adoptée en cas d'absence d'introduction (ou d'introduction tardive) du dossier de clôture d'investissement.

2.15. ANCIEN ARTICLE 17

37. L'article 17 de la Proposition 1907 doit être supprimé. En effet, cette disposition a trait aux modalités générales de contrôle du fonctionnement du CRM, que l'article *7undecies*, § 9, de la loi électricité attribue à la CREG. Etant donné qu'un arrêté royal spécifique aux modalités de contrôle est en préparation, et que l'article 17 de la Proposition 1907 y est repris, *mutatis mutandis*, cet article ne doit plus figurer dans la proposition d'arrêté royal à formuler par la CREG.

2.16. ARTICLE 17 (ANCIENNEMENT 18)

38. Certaines modifications à l'article 18 de la Proposition 1907 (désormais, l'article 17) doivent être apportées. D'une part, cet article contient désormais une clarification quant au critère entraînant un reclassement de la capacité par la CREG et, d'autre part, il reprend des adaptations déjà mentionnées dans d'autres articles ci-dessus (remplacement de la contrepartie contractuelle par le gestionnaire du réseau et modalités de communications).

2.17. ANCIEN ARTICLE 19

39. Il convient de supprimer l'article 19 de la Proposition 1907, qui traite des modalités de classement des capacités étrangères indirectes. Conformément à l'Avant-projet de loi, en effet, de telles capacités ne peuvent conclure que des contrats portant sur une seule période de fourniture de capacité. L'article 19 n'a donc plus lieu d'être, ni le chapitre V de l'arrêté qui ne contient que cet article.

2.18. ARTICLE 18 (ANCIENNEMENT 20)

40. Plusieurs adaptations à l'article 20 (devenu l'article 18) sont nécessaires. Cette disposition traite de l'agrément des organismes de contrôle appelés à certifier les capacités dans le cadre des dossiers d'investissement et de clôture d'investissement.

41. D'abord, la norme sur la base de laquelle ces organismes de contrôle peuvent être accrédités n'est plus seulement la norme ISO/IEC 17020/2012 (applicable pour les activités d'inspection) mais également la norme ISO/IEC 17029 qui a trait aux activités d'évaluation de la conformité.

42. Afin d'améliorer la transparence du mécanisme d'agrément, il est prévu en outre que la liste des organismes agréés doit être publiée sur le site internet de la Direction générale de l'Energie.

43. Le 2° du paragraphe 3, selon lequel un organisme de contrôle peut se voir retirer son agrément lorsque son accréditation a été retirée, doit être supprimé puisque cette hypothèse est déjà comprise dans le 1°.

44. Enfin, il est apparu nécessaire de prévoir l'hypothèse que trop peu d'organismes de contrôle soient agréés pour pouvoir faire face, avec tout le sérieux requis, à toutes les demandes de

certification. A ce stade, il est difficile, voir impossible, de prévoir le nombre de dossiers d'investissement qui seront introduits en vue d'une mise aux enchères. Si ce nombre est important, et que trop peu d'organismes sont agréés, il risque d'y avoir un engorgement des demandes de certification dans les semaines qui précèdent la date ultime de dépôt des dossiers d'investissement.

Cette situation doit être évitée. C'est pourquoi le nouveau paragraphe 5 de l'article 20 (devenu 18) prévoit la possibilité pour les demandeurs de faire appel à un expert technique qu'ils désignent dans l'hypothèse où moins de trois organismes de contrôle sont agréés quatre mois avant la date ultime de dépôt des dossiers. En tout état de cause, l'expert technique, non agréé, devra néanmoins respecter les conditions minimales de désignation à énoncer par la CREG.

3. PROPOSITION COORDONNÉE D'ARRÊTÉ ROYAL

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES et ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND en ENERGIE
ARRETE ROYAL FIXANT LES SEUILS D'INVESTISSEMENTS ET LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES COUTS D'INVESTISSEMENT	KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE INVESTERINGSDREMPELS EN DE CRITERIA VOOR HET IN AANMERKING KOMEN VAN INVESTERINGSKOSTEN
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
A tous présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze groet.
Vu l'article 108 de la Constitution ; Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 7undecies, §§ 5 et 9, inséré par la loi du 22 avril 2019 ; Vu la proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du [...] ; Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date]; Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le [date]; Vu l'analyse d'impact de la réglementation donnée le [date] ; Vu l'avis du Conseil d'Etat [...] donné le... (date), en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ; Sur proposition de la ministre de l'Energie,	Gelet op artikel 108 van de Grondwet; Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7undecies, §§ 5 en 9, ingevoegd bij de wet van 22 april 2019; Gelet op het voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas d.d. [...]; Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op [datum]; Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op [datum]; Gelet op de regelgevingsimpactanalyse gegeven op [datum]; Gelet op het advies [...] van de Raad van State, gegeven op ... (datum) in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; Op voordracht van de minister van Energie,
NOUS AVONS ARRÊTE ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:
Chapitre Ier. <i>Définitions</i>	Hoofdstuk I. <i>Definities</i>
Art. 1^{er}. § 1 ^{er} . Les définitions contenues dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, dénommée ci-après « la loi », s'appliquent au présent arrêté.	Art. 1. § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna "de wet" genoemd, zijn van toepassing op dit besluit.
§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :	§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° « seuil d'investissement » : le niveau des coûts éligibles, exprimé en euros par kW, à partir duquel une capacité peut être classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum quinze, huit ou trois périodes de fourniture de capacité ;	1° "investeringsdrempel": het niveau van de in aanmerking komende kosten, uitgedrukt in euro per kW, <u>waarbij vanaf hetwelk</u> de capaciteit kan worden geklasseerd in een capaciteitscategorie die verband houdt met een capaciteitscontract voor maximaal vijftien, acht of drie leveringsperioden van capaciteit;
2° « organisme de contrôle » : organisme agréé par le ministre conformément à l'article <u>1820</u> ;	2° " <u>controleorganismekeuringsinstelling</u> ": <u>instelling-organisme</u> erkend door de minister overeenkomstig artikel <u>1820</u> ;
3° « coûts éligibles » : les coûts liés à un investissement dans une capacité, à prendre en considération en vue du classement de la capacité dans une catégorie de capacité ;	3° "in aanmerking komende kosten": de kosten in verband met een investering in een capaciteit, die in aanmerking moeten worden genomen bij de klassering van de capaciteit in een capaciteitscategorie;
4° « capacité » : puissance associée à un point de livraison ;	4° "capaciteit": vermogen geassocieerd met een leveringspunt;
5° « capacité existante » : capacité qui, au moment de l'introduction du dossier de préqualification, a déjà été en mesure d'injecter de l'électricité ou d'en réduire le prélèvement sur le marché ou en aval du compteur ;	5° "bestaande capaciteit": capaciteit die op het ogenblik van de indiening van het prekwalificatiedossier reeds in staat was om elektriciteit te injecteren of de afname ervan op de markt of na de meter te beperken;
6° « capacités liées » : des capacités établies sur un même site géographique, entre lesquelles il existe un lien de nécessité et de cohérence technique et qui n'ont pas la possibilité de s'agréger, en raison de leur obligation d'introduire un programme journalier, tel que défini à l'article [2, 22°, de l'arrêté royal du [...] <u>fixant la méthode de calcul du volume de capacité et des paramètres nécessaires pour l'organisation des enchères dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité</u>] ; fixant la méthodologie de calcul de capacité et des paramètres pour les enchères dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité ;	6° "gekoppelde capaciteiten": capaciteiten die op dezelfde geografische locatie zijn gevestigd, waartussen een verband van noodzaak en technische samenhang bestaat en die omwille van het geïnstalleerd vermogen niet kunnen worden geaggregeerd <u>wegens hun verplichting om een dagelijks programma te verstrekken, zoals gedefinieerd in artikel [2, 22° van het koninklijk besluit van [...] tot vastlegging van dat-de berekeningsmethode van het noodzakelijke capaciteitsvolume en de parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme]</u> ;
7° « offre agrégée » : dossier introduit dans le cadre de la procédure de préqualification et qui comprend une combinaison d'au moins deux capacités ;	7° "geaggregeerde offerte": dossier dat in het kader van de prekwalificatieprocedure wordt ingediend en dat een combinatie van ten minste twee capaciteiten omvat;
8° « gestionnaire d'une offre agrégée » : toute personne physique ou morale mandatée par les détenteurs des capacités reprises dans une offre en vue de la participation de manière agrégée de	8° "beheerder van een geaggregeerde offerte": elke natuurlijke of rechtspersoon die door de houders van capaciteiten die opgenomen zijn in een offerte, is gemachtigd om deze capaciteiten

ces capacités au mécanisme de rémunération de la capacité ;	op geaggregeerde wijze te doen deelnemen aan het capaciteitsvergoedingsmechanisme;
<u>9° « même site géographique » : une même parcelle cadastrale, ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës, ou plusieurs parcelles cadastrales non contiguës mais qui font partie d'un ensemble de parcelles accolées entre elles, que cet ensemble soit ou non traversé par une voirie publique.</u>	<u>9° "dezelfde geografische locatie": eenzelfde kadasterperceel, of meerdere kadasterpercelen die aan elkaar grenzen, of meerdere kadasterpercelen die niet aan elkaar grenzen maar deel uitmaken van een geheel van tegen elkaar liggende percelen, ongeacht of er al dan niet een openbare weg door dat geheel loopt.</u>
Chapitre II. <i>Méthode de classement d'une capacité dans une catégorie de capacité</i>	Hoofdstuk II. <i>Methode voor het klasseren van een capaciteit in een capaciteitscategorie</i>
Art. 2. § 1 ^{er} . Dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité, toute capacité préqualifiée relève d'une des catégories de capacité suivantes :	Art. 2. § 1. In het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme valt elke geprequalificeerde capaciteit onder een van de volgende capaciteitscategorieën:
1° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité ;	1° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal vijftien perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
2° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité ;	2° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal acht perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
3° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité ;	3° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal drie perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
4° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant une <u>seule</u> période de fourniture de capacité.	4° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat één <u>enkele</u> periode van capaciteitslevering bestrijkt.
A défaut de classement par la commission d'une capacité dans une des catégories de capacité visées à l'alinéa 1 ^{er} , 1° à 3°, la capacité relève automatiquement de la catégorie de capacité visée à l'alinéa 1 ^{er} , 4°.	Bij gebrek aan klassering door de <u>commissieCREG</u> van een capaciteit in een van de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde capaciteitscategorieën, valt de capaciteit automatisch onder de in het eerste lid, 4°, bedoelde capaciteitscategorie.
<u>Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une capacité étrangère indirecte et une capacité non prouvée virtuelle relèvent automatiquement de la catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant une seule période de fourniture de capacité.</u>	<u>In afwijking van het eerste lid, vallen een indirecte buitenlandse capaciteit en een niet aangetoonde capaciteit automatisch onder de capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat één enkele periode van capaciteitslevering bestrijkt.</u>
§ 2. Pour classer une capacité dans une catégorie de capacité, la commission examine, sur la base du dossier d'investissement visé à l'article 7, si les	§ 2. Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te klasseren, onderzoekt de commissie op basis van het in artikel 7 bedoelde investeringsdossier

coûts éligibles d'un investissement envisagé, au sens de l'article 3, pour une puissance éligible au sens de l'article 4, atteignent ou dépassent au moins un des seuils d'investissement fixé à l'article 6.	of de in aanmerking komende kosten van een geplande investering in de zin van artikel 3 voor een in aanmerking komend vermogen in de zin van artikel 4 minstens één van de in artikel 6 vastgelegde investeringsdrempels bereiken of overschrijden.
Art. 3. § 1^{er}. Seuls les coûts d'investissement éligibles sont pris en compte en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité.	Art. 3. § 1. Voor de klassering van een capaciteit in een capaciteitscategorie wordt alleen rekening gehouden met in aanmerking komende investeringskosten.
Les coûts éligibles sont les dépenses d'investissement initiales et non-récurrentes, commandées à partir de la date de la publication des résultats de la mise aux enchères au cours de laquelle l'offre relative à cette capacité est retenue et réalisées au plus tard le jour précédant le premier jour de la période de fourniture de capacité, nécessaires à la construction et/ou à la fourniture des éléments techniques physiques essentiels de la capacité, et aux fins d'offrir au marché belge de la capacité additionnelle dès la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.	De in aanmerking komende kosten zijn de initiële en niet terugkerende investeringsuitgaven die plaatsvinden vanaf de datum van publicatie van de resultaten van de veiling waarop de offerte met betrekking tot deze capaciteit is aanvaard en die ten laatste de dag voorafgaand aan de eerste dag van de capaciteitsleveringsperiode zijn uitgevoerd en die noodzakelijk zijn voor de bouw en/of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit, en om de Belgische markt extra capaciteit aan te bieden vanaf de eerste capaciteitsleveringsperiode die door het capaciteitscontract wordt bestreken.
§ 2. Pour les capacités existantes, les dépenses ayant pour effet d'offrir de la capacité additionnelle sont les dépenses suivantes :	§ 2. Voor de bestaande capaciteiten zijn de uitgaven die tot gevolg hebben dat er aanvullende capaciteit wordt aangeboden, de volgende:
1° les dépenses rendues nécessaires pour permettre à la capacité de se mettre en conformité avec les normes environnementales, et permettant ainsi de la maintenir dans le marché ;	1° de uitgaven die nodig zijn om de capaciteit in staat te stellen om aan de milieunormen te voldoen, zodat het mogelijk is om de capaciteit op de markt te handhaven;
2° les dépenses nécessaires pour augmenter la puissance installée de la capacité ou la durée de vie technique de l'installation ;	2° de uitgaven die nodig zijn om het geïnstalleerde vermogen van de capaciteit of de technische levensduur van de installatie te verhogen;
3° pour les capacités étrangères directes, les dépenses nécessaires au raccordement de l'unité à un réseau relevant de la zone de réglage belge.	3° voor rechtstreekse buitenlandse capaciteiten, de uitgaven die nodig zijn om de eenheid aan te sluiten op een netwerk dat binnen de Belgische regelzone valt.
§ 3. Après consultation des acteurs du marché, la commission établit des lignes directrices en vue de préciser les conditions d'éligibilité des coûts définis aux paragraphes 1 ^{er} et 2.	§ 3. Na raadpleging van de marktdeelnemers kan de commissie richtsnoeren uitvaardigen om de in paragrafen 1 en 2 bepaalde voorwaarden voor het in aanmerking komen van de kosten te specificeren.

<p>Art. 4. En vue de permettre le classement d'une capacité dans une catégorie de capacité, il est tenu compte de la puissance totale installée <u>de que</u> la capacité peut offrir au marché de l'électricité après l'investissement envisagé.</p>	<p>Art. 4. Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te kunnen klasseren, moet rekening worden gehouden met het totale geïnstalleerde vermogen <u>van de capaciteit dat de capaciteit</u> na de beoogde investering kan aanbieden aan de elektriciteitsmarkt.</p>
<p>Art. 5. § 1^{er}. Chaque capacité composant une offre agrégée fait l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité. L'offre agrégée fait également l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité.</p>	<p>Art. 5. § 1. Elke capaciteit die deel uitmaakt van een geaggregeerde offerte, wordt geklasseerd in een capaciteitscategorie. Ook de geaggregeerde offerte wordt geklasseerd in een capaciteitscategorie.</p>
<p>§ 2. Si une offre agrégée comprend des capacités relevant de plus d'une catégorie de capacité, l'offre est classée dans la catégorie de capacité de la capacité relevant de la catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant le nombre de période(s) de fourniture de capacité le plus réduit.</p>	<p>§ 2. Als een geaggregeerde offerte capaciteiten bevat die binnen meer dan één capaciteitscategorie vallen, wordt de offerte geklasseerd in de capaciteitscategorie van de capaciteit die valt binnen de capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat het kleinste aantal capaciteitsleveringsperiode(n) bestrijkt.</p>
<p>Ce classement ne porte pas atteinte à la possibilité du détenteur d'une capacité reprise dans l'offre agrégée de bénéficier, à l'échéance du contrat de capacité, du nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité auxquelles donne droit la catégorie de capacité dans laquelle cette capacité a été classée, en cas de signature d'un nouveau contrat de capacité.</p>	<p>Deze klassering doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de houder van een in de geaggregeerde offerte opgenomen capaciteit om aan het einde van het capaciteitscontract gebruik te maken van het resterende aantal capaciteitsleveringsperioden waarop de capaciteitscategorie waarin die capaciteit werd geklasseerd, recht geeft, in geval van de ondertekening van een nieuw capaciteitscontract.</p>
<p>§ 3. Pendant la période de validité du contrat de capacité, le remplacement d'une capacité reprise dans une offre agrégée par une autre capacité peut se faire aux conditions suivantes :</p>	<p>§ 3. Tijdens de geldigheidsduur van het capaciteitscontract kan een in een geaggregeerde offerte opgenomen capaciteit worden vervangen door een andere capaciteit onder de volgende voorwaarden:</p>
<p>1° la capacité de remplacement doit au préalable avoir été classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant un nombre de périodes de fourniture de capacité égal ou supérieur au nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité du contrat en cours, ou disposer d'un nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité au moins équivalent au nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité du contrat en cours ;</p>	<p>1° de vervangcapaciteit moet op voorhand geklasseerd zijn in een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat een aantal capaciteitsleveringsperioden omvat dat gelijk is aan of groter is dan het resterende aantal capaciteitsleveringsperioden van het in uitvoering zijnde contract, of beschikken over een resterend aantal capaciteitsleveringsperioden dat ten minste gelijk is aan het resterende aantal capaciteitsleveringsperioden van het in uitvoering zijnde contract;</p>

2° la capacité de remplacement ne peut faire l'objet d'un contrat de capacité en cours.	2° de vervangcapaciteit mag niet het voorwerp uitmaken van een in uitvoering zijnde capaciteitscontract.
Art. 6. § 1^{er}. Les seuils d'investissement en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité sont les suivants :	Art. 6. § 1. De investeringsdrempels voor de indeling van een capaciteit in een capaciteitscategorie zijn de volgende:
1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité : 600 €/kW ;	1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien perioden van capaciteitslevering bestrijkt: € 600/kW;
2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité : 400 €/kW ;	2 ¹ ° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht perioden van capaciteitslevering bestrijkt: € 400/kW;
3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité : 177 €/kW.	3 ¹ ° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie perioden van capaciteitslevering bestrijkt: € 177/kW.
§ 2. La commission établit si nécessaire et au minimum tous les trois ans un rapport sur la nécessité de modifier les seuils d'investissement fixés au paragraphe 1 ^{er} . Elle transmet ce rapport au ministre et le publie sur son site internet.	§ 2. De commissie stelt zo nodig en minstens om de drie jaar een verslag op over de noodzaak om de in paragraaf 1 vastgestelde investeringsdrempels te wijzigen. Zij stuurt dit verslag door naar de minister en publiceert het op haar website.
Chapitre III. <i>Introduction et traitement du dossier d'investissement</i>	Hoofdstuk III. <i>Indiening en behandeling van het investeringsdossier</i>
Art. 7. § 1^{er}. En vue d'être classé dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum trois, huit ou quinze périodes de capacité, le détenteur de capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné « le demandeur », introduit auprès de la commission, par courrier recommandé avec accusé de réception , un dossier d'investissement au plus tard le 15 juin de l'année de la mise aux enchères considérée. <u>L'introduction du dossier se fait par le biais de la plateforme informatique mise à disposition par la commission.</u> Le courrier contient deux versions papier et une version électronique du dossier d'investissement.	Art. 7. § 1. Om in een capaciteitscategorie te worden geklasseerd die verbonden is aan een capaciteitscontract dat maximaal drie, acht of vijftien capaciteitsperioden bestrijkt, moet de capaciteitshouder of de beheerder van een geaggregeerde offerte, hierna "de aanvrager" genoemd, uiterlijk op 15 juni van het jaar van de desbetreffende veiling per aangetekende brief met ontvangstbevestiging een investeringsdossier indienen bij de commissie. <u>De indiening van het dossier gebeurt via het door de commissie ter beschikking gestelde informaticaplatform.</u> De brief bevat twee papieren versies en een elektronische versie van het investeringsdossier.
Le dossier d'investissement contient au moins les éléments suivants :	Het investeringsdossier omvat minstens volgende elementen:
1° les nom, prénom et domicile du demandeur ;	1° de naam, de voornaam en de woonplaats van de aanvrager;

2° s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social, ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande;	2° indien het gaat om een vennootschap, de handelsnaam of naam, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel alsook de documenten waarin de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag worden bevestigd;
3° s'il s'agit d'une offre agrégée, le nom, prénom et domicile de chaque détenteur de capacité reprise dans l'offre ou, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale, sa forme juridique et son siège social ;	3° indien het gaat om een geaggregeerde offerte, de naam, de voornaam en de woonplaats van elke capaciteitshouder die is opgenomen in de offerte of, in het geval van een vennootschap, haar bedrijfsnaam, rechtsvorm en maatschappelijke zetel;
4° la catégorie de capacité dans laquelle le demandeur estime que la capacité ou l'offre agrégée devrait être classée ;	4° de capaciteitscategorie waarin de capaciteit of de geaggregeerde offerte volgens de aanvrager zou moeten worden ingedeeld;
5° une description précise de l'investissement envisagé ou, s'il s'agit d'une offre agrégée, de chaque investissement envisagé par capacité, et des coûts éligibles ;	5° een nauwkeurige beschrijving van de geplande investering of, in het geval van een geaggregeerd bed offerte, van elke geplande investering per capaciteit en van de in aanmerking komende kosten;
6° le formulaire visé au paragraphe 3 complété par le demandeur démontrant le respect des critères d' éligibilité des coûts de l'investissement ou, s'il s'agit d'une offre agrégée, de chaque investissement ;	6° het in paragraaf 3 bedoelde formulier dat door de aanvrager wordt ingevuld en waaruit blijkt dat de kosten van de investering of, in het geval van een geaggregeerde offerte, de kosten van elke investering de criteria voor het in aanmerking komen van de investeringskosten naleven;
7° si le demandeur n'est pas le détenteur de capacité, la preuve qu'il dispose d'un mandat du détenteur de capacité ;	7° Indien de aanvrager niet de capaciteitshouder is, het bewijs dat hij beschikt over een mandaat van capaciteitshouder;
8° un certificat délivré par un organisme de contrôle attestant que le montant prévu de l'investissement, ou de chaque investissement s'il s'agit d'une offre agrégée, respecte les critères d'éligibilité des coûts ;	8° een door een controleorganisme controle- instantie afgegeven certificaat waaruit blijkt dat het geplande bedrag van de investering, of van elke investering in het geval van een geaggregeerde offerte, voldoet aan de criteria om in aanmerking te komen voor financiering van de kosten;
9° une déclaration sur l'honneur du demandeur qu'à sa connaissance, sur la base d'hypothèses raisonnables, les coûts éligibles de l'investissement seront égaux ou supérieurs au seuil d'investissement visé ;	9° een verklaring op erewoord dat, voor zover de aanvrager weet, de in aanmerking komende kosten van de investering, op basis van redelijke veronderstellingen, gelijk zullen zijn aan of hoger zullen zijn dan de genoemde investeringsdrempel;

10° les coordonnées de la personne de contact dans le cadre du traitement du dossier d'investissement.	10° de contactgegevens van de contactpersoon in het kader van de behandeling van het investeringsdossier.
En outre, le demandeur transmet sans délai à la commission le numéro d'identification du dossier de préqualification attribué par le gestionnaire du réseau.	Bovendien verstrekt de aanvrager de commissie onverwijld het door de netbeheerder toegekende identificatienummer van het prekwificatie dossier.
§ 2. Un détenteur de capacité est autorisé à introduire au maximum quatre dossiers d'investissements distincts pour un même site géographique. Chaque dossier ne correspond qu'à une configuration technique et une puissance installée.	§ 2. Een capaciteitshouder mag maximaal vier afzonderlijke investeringsdossiers voor eenzelfde geografische site indienen. Elk dossier beantwoordt slechts aan éé een technische configuratie en een geïnstalleerd vermogen.
§ 3. La commission établit un formulaire-type de dossier d'investissement au plus tard douzesix mois avant la première mise aux enchères.	§ 3. De commissie stelt uiterlijk zestwaalf maanden voor de eerste veiling een standaardformulier voor het investeringsdossier op.
§ 4. Si le demandeur démontre dans son dossier d'investissement que l'investissement envisagé porte sur des capacités liées, le montant des coûts éligibles et des puissances éligibles des capacités considérées est poura être globalisé dans le cadre du traitement du dossier par la commission.	§ 4. Indien de aanvrager in zijn investeringsdossier aantoont dat de voorgestelde e investering betrekking heeft op gekoppelde capaciteiten, wordt het bedrag van en kunnen de in aanmerking komende kosten en vermogens van de betrokken capaciteiten worden samengevoegd in het kader van de behandeling van het dossier door de commissie.
§ 5. Le demandeur communique d'initiative à la commission toute modification aux informations énumérées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.	§ 5. De aanvrager meldt elke wijziging à van de in de eerste paragraaf, tweede lid, opgesomde informatie op eigen initiatief aan de commissie.
Art. 8. Sauf mention contraire dans le présent chapitre, les communications entre la commission et le demandeur se font par courriers électroniques. L'envoi d'un courrier électronique au demandeur par la commission est valable lorsqu'il est adressé à la personne de contact visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 10°. Si le destinataire est correctement identifié, celui-ci est présumé avoir réceptionné le courrier électronique le jour de son envoi par le destinataire.	Art. 8. Tenzij anders vermeld in dit hoofdstuk, verloopt alle communicatie tussen de commissie en de aanvrager via e-mail. De verzending van een e-mail naar de aanvrager door de commissie is geldig wanneer die gericht is aan de contactpersoon bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, 10°. Indien de bestemming correct geïdentificeerd is, wordt deze verondersteld dat die de e-mail te hebben heeft ontvangen op de dag dat de verzender die verzonden heeft.
Art. 8. La commission vérifie le caractère complet du dossier d'investissement. Si le dossier n'est pas complet, elle adresse au demandeur, dans les	Art. 8. De commissie controleert de volledigheid van het investeringsdossier. Indien het dossier niet volledig is, zendt zij de aanvrager binnen

<p>vingt jours de la réception du dossier, une demande visant à faire compléter le dossier, en identifiant les pièces manquantes.</p> <p>Si le demandeur n'a pas complété son dossier d'investissements dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, le dossier est déclaré irrecevable par la commission après que celle-ci a entendu le demandeur, assisté le cas échéant de son conseil, ou l'a a tout le moins dûment convoqué.</p> <p>En l'absence de réaction de la commission, soit dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, soit dans les dix jours suivant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 pour l'envoi des documents complémentaires, le dossier est considéré comme complet.</p>	<p>twintig dagen na ontvangst van het dossier een verzoek om het dossier te vervolledigen, met vermelding van de ontbrekende documenten.</p> <p>Indien de aanvrager zijn investeringsdossier niet binnen tien dagen na de ontvangst van de in het eerste lid bedoelde aanvraag heeft vervolledigd, wordt het dossier onontvankelijk verklaard door de commissie nadat zij de aanvrager, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, heeft gehoord of hem althans naar behoren heeft opgeroepen.</p> <p>Indien de commissie niet binnen de in lid 1 genoemde termijn of binnen de tien dagen na het verstrijken van de in lid 2 genoemde termijn voor het toezenden van aanvullende documenten reageert, wordt het dossier als volledig beschouwd.</p>
<p>Art. 9. La commission peut, dans le cadre du traitement d'un dossier d'investissement, adresser une demande d'informations complémentaires au demandeur. Celui-ci adresse les informations demandées dans les dix jours. A défaut, la commission peut déclarer le dossier d'investissement irrecevable, après avoir entendu le demandeur assisté de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué. <u>La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception.</u></p>	<p>Art. 9. De commissie kan, in het kader van de behandeling van een investeringsdossier, een verzoek om aanvullende informatie richten aan de aanvrager. Deze laatste zendt de gevraagde informatie binnen tien dagen toe. Bij gebreke hiervan kan de commissie het investeringsdossier onontvankelijk verklaren nadat zij de aanvrager, bijgestaan door zijn raadsman, heeft gehoord of hem althans naar behoren heeft opgeroepen. <u>De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de aanvrager gericht.</u></p>
<p>Art. 10. § 1^{er}. Dès qu'une capacité ou une offre agrégée est préqualifiée par le gestionnaire du réseau, celui-ci en transmet sans délai l'information à la commission, en précisant sa puissance totale installée.</p>	<p>Art. 10. § 1. Zodra een capaciteit of een geaggregeerde offerte door de netbeheerder is geprekwalificeerd, en ten laatste op 1 september, stuurt hij de informatie in dit verband onmiddellijk door naar de commissie, met vermelding van het totale geïnstalleerde vermogen.</p>
<p>Le dossier d'investissement d'une capacité ou d'une offre agrégée qui n'est pas préqualifiée par le gestionnaire du réseau est de plein droit irrecevable et ne fait pas l'objet d'un classement par la commission.</p>	<p>Het investeringsdossier van een capaciteit of een geaggregeerde offerte die niet door de netbeheerder is geprekwalificeerd, is van rechtswege onontvankelijk en wordt door de commissie niet geklasseerd.</p>
<p>Si, lors du processus de préqualification, le gestionnaire du réseau rejette une ou plusieurs capacités composant une offre agrégée, mais préqualifie néanmoins l'offre agrégée, la commission prend sa décision sur la base de l'offre agrégée telle que préqualifiée.</p>	<p>Indien de netbeheerder tijdens de prekwalficatieprocedure een of meer capaciteiten die een geaggregeerde offerte vormen, afwijst, maar niettemin de geaggregeerde offerte prekwalficeert, neemt de commissie haar besluit op basis van de geaggregeerde offerte zoals geprekwalificeerd.</p>

§ 2. Le gestionnaire du réseau répond à toute demande d'information de la commission dans un délai de dix jours.	§ 2. De netbeheerder antwoordt binnen een termijn van tien dagen op eender welke informatievraag van de commissie.
Art. 11. Après examen du dossier d'investissement, la commission classe la capacité et/ou l'offre agrégée dans une catégorie de capacité.	Art. 11. Na onderzoek van het investeringsdossier bepaalt de commissie de klassering van de capaciteit en/of de geaggregeerde offerte in een capaciteitscategorie.
Si la commission estime que la capacité ou l'offre agrégée doit être classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant un nombre de période(s) de fourniture de capacité moindre que celui demandé par le demandeur, elle adresse à celui-ci son projet de décision <u>par courrier recommandé avec accusé de réception</u> , afin de permettre à ce dernier de faire valoir ses observations dans les sept jours.	Indien de commissie van mening is dat de capaciteit of de geaggregeerde offerte moet worden geklasseerd in een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat een kleiner aantal perioden van capaciteitslevering dekt dan door de aanvrager is aangevraagd, zendt zij haar ontwerpbesluit <u>per aangetekende schrijven brief met ontvangstbewijs</u> toe aan de aanvrager om hem in staat te stellen binnen zeven dagen zijn opmerkingen over te maken.
Dans le cas visé à l'alinéa précédent, si la commission envisage de classer les capacités composant une offre agrégée dans plus d'une catégorie de capacité, le gestionnaire de cette offre agrégée peut en outre, dans le même délai, adapter son offre <u>en retirant certaines capacités</u> , afin d'obtenir un classement homogène de toutes les capacités composant l'offre agrégée.	In het in het vorige lid bedoelde geval kan de beheerder van die geaggregeerde offerte, indien de commissie van plan is de capaciteiten die samen een geaggregeerde offerte vormen in meer dan één capaciteitscategorie te klasseren, binnen dezelfde termijn ook zijn offerte aanpassen <u>door bepaalde capaciteiten in te trekken</u> , om een homogene indeling te verkrijgen van alle capaciteiten die samen de geaggregeerde offerte vormen.
La commission notifie sa décision finale au demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception; <u>elle en informe également le gestionnaire du réseau</u> .	De commissie stelt de aanvrager per aangetekende brief met ontvangstbevestiging in kennis van haar definitieve beslissing; <u>zij brengt ook de netbeheerder hiervan op de hoogte.-</u>
Chapitre IV. <i>Contrôle ex post</i>	Hoofdstuk IV. <i>Controle ex post</i>
Art. 12. § 1 ^{er} . A dater de la publication de la mise aux enchères, le gestionnaire du réseau transmet à la commission toute information, issue <u>notamment</u> de son monitoring préalable à la fourniture de capacité, qui peut avoir une incidence sur le contrôle, par la commission, du classement d'une capacité ou d'une offre agrégée dans une catégorie de capacité. Après concertation avec le gestionnaire du réseau, la commission établit la liste des informations à transmettre, ainsi que la forme et le délai de la transmission.	Art. 12. § 1. Te rekenen vanaf de publicatie van de veiling, verstrekt de netbeheerder de commissie alle informatie die <u>met name meer bepaald [in het bijzonder?]</u> —op basis van zijn monitoring, voorafgaand aan de capaciteitslevering; is verkregen en die van invloed kan zijn op de controle door de commissie op de klassering van een capaciteit of een geaggregeerde offerte in een capaciteitscategorie. <u>Na overleg met de netbeheerder stelt de commissie de lijst van de over te maken informatie op, evenals de vorm en de termijn om deze over te maken.</u>

<p>§ 2. En cas de rupture du contrat de capacité, la contrepartie contractuelle visée à l'article 7quaterdecies, § 1^{er}, de la loi <u>gestionnaire du réseau</u> en informe sans délai la commission.</p>	<p>§ 2. In het geval van een verbreking van het capaciteitscontract stelt de <u>netbeheerder in artikel 7quaterdecies, §1, van de wet bedoelde contractuele tegenpartij</u> de commissie hiervan onverwijld in kennis.</p>
<p><u>§ 3. Tout détenteur ou fournisseur de capacité dont la capacité a fait l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité en application de l'article 11 transmet d'initiative à la commission toute modification aux informations contenues dans le dossier d'investissement et énumérées à l'article 7, § 1^{er}.</u></p>	<p><u>§ 3. Elke capaciteitshouder of capaciteitsleverancier van wie de capaciteit werd ondergebracht in een capaciteitscategorie overeenkomstig artikel 11, meldt elke wijziging in de in artikel 7, § 1 opgesomde informatie van <u>vervat in het investeringsdossier op eigen initiatief aan de commissie.</u></u></p>
<p>Art. 13. § 1^{er}. <u>Sans préjudice de l'alinéa 2, si,</u> au terme de la mise aux enchères, un détenteur de capacité ou un gestionnaire d'une offre agrégée qui a été classé par la commission dans une des catégories de capacité donnant droit à un contrat de capacité couvrant au maximum huit ou quinze périodes de capacité, a conclu un contrat de capacité conformément à l'article 7undecies, § 7, de la loi, ce détenteur de capacité ou ce gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné « fournisseur de capacité », adresse à la commission un dossier de clôture d'investissement au plus tard le dernier jour du vingt-quatrième mois suivant le premier jour de la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.</p>	<p>Art. 13. § 1. <u>Onverminderd het tweede lid, i</u>ndien aan het einde van de veiling een capaciteitshouder of een beheerder van een geaggregeerde offerte die door de commissie is geklasseerd in een van de capaciteitscategorieën die recht geven op een capaciteitscontract voor maximaal acht of vijftien capaciteitsperioden, een capaciteitscontract overeenkomstig artikel 7undecies, § 7 van de wet heeft gesloten, bezorgt deze capaciteitshouder of deze beheerder van een geaggregeerde offerte, hierna de "<u>capaciteitsleverancier</u>" genoemd, de commissie uiterlijk op de laatste dag van de vierentwintigste maand na de eerste dag van de eerste capaciteitsleveringsperiode waarop het capaciteitscontract betrekking heeft, een afsluitingsdossier van de investering.</p>
<p>Si, au terme de la mise aux enchères, un détenteur de capacité ou un gestionnaire d'une offre agrégée qui a été classé par la commission dans une des <u>catégories</u> de capacité donnant droit à un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de capacité, a conclu un contrat de capacité conformément à l'article 7undecies, § 7, de la loi, <u>ou si un tel détenteur de capacité ou gestionnaire d'une offre agrégée a été classé dans une catégorie de capacité supérieure mais a conclu un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de capacité,</u> ce détenteur de capacité ou ce gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné « fournisseur de capacité », adresse à la commission un dossier de clôture d'investissement au plus tard le dernier jour du quatrième mois suivant le premier jour de la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.</p>	<p>Indien aan het einde van de veiling een capaciteitshouder of een beheerder van een geaggregeerde offerte die door de commissie is ingedeeld in een van <u>de capaciteitscategorieën</u> die recht ge<u>eft</u>ven op een capaciteitscontract voor maximaal drie capaciteitsperioden, een capaciteitscontract overeenkomstig artikel 7undecies, § 7 van de wet heeft gesloten <u>of indien een dergelijke capaciteitshouder of beheerder van een geaggregeerde offerte werd ondergebracht in een hogere capaciteitscategorie, maar een capaciteitscontract heeft gesloten dat ten hoogste drie capaciteitsperioden bestrijkt,</u> bezorgt deze capaciteitshouder of deze beheerder van een geaggregeerde offerte, hierna de "<u>capaciteitsleverancier</u>" genoemd, de commissie uiterlijk op de laatste dag van de vierde maand na de eerste dag van de eerste capaciteitsleveringsperiode waarop het</p>

	capaciteitscontract betrekking heeft, een afsluitingsdossier van de investering.
L'introduction du dossier de clôture d'investissement se fait par le biais de la plateforme informatique mise à disposition par la commission. Le dossier de clôture d'investissement est adressé à la commission par courrier recommandé avec accusé de réception, en deux versions papier et une version électronique, les annexes ne figurant que dans la version électronique.	De indiening van het afsluitingsdossier van de investering gebeurt via het door de commissie ter beschikking gestelde informatieplatform. Het afsluitingsdossier van de investering wordt de commissie per aangetekende brief met ontvangstbewijs toegezonden in twee papieren versies en één elektronische versie, waarbij de bijlagen uitsluitend in de elektronische versie worden opgenomen.
§ 2. Le dossier de clôture d'investissement contient au minimum :	§ 2. Het afsluitingsdossier van de investering bevat ten minste de volgende gegevens:
1° les spécifications techniques de l'investissement réalisé indiquant le cas échéant les différences avec l'investissement prévu ayant fait l'objet d'un classement par la commission dans une catégorie de capacité ;	1° de technische specificaties van de uitgevoerde investering, met vermelding van eventuele verschillen met de geplande investering die door de commissie in een capaciteitscategorie werd ingedeeld;
2° le formulaire visé au paragraphe 3 complété par le fournisseur de capacité ;	2° het in paragraaf 3 bedoelde formulier, ingevuld door de capaciteitsleverancier;
3° un tableau de synthèse reprenant tous les postes de coûts de l'investissement et le montant correspondant, en distinguant les coûts éligibles et les coûts non éligibles et contenant, pour les coûts éligibles, une comparaison entre le montant budgété et le montant réalisé ;	3° een overzichtstabel met alle posten van de kosten van de investering en het overeenkomstige bedrag, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de in aanmerking komende en de niet in aanmerking komende kosten en waarbij voor de in aanmerking komende kosten een vergelijking wordt gemaakt tussen het begrote bedrag en het werkelijke bedrag;
4° en annexe, les factures <u>ou toutes autres pièces justificatives ayant valeur probante</u> , relatives aux coûts éligibles ;	4° in de bijlage, de facturen <u>of enig ander verantwoordingsdocument met bewijskracht</u> betreffende de in aanmerking komende kosten;
5° un certificat documenté, délivré par un organisme de contrôle attestant de l'investissement réalisé et du montant des coûts éligibles de celui-ci. Si l'organisme de contrôle constate des différences entre l'investissement prévu et l'investissement réalisé, tant au niveau des spécifications techniques de l'investissement que du montant des coûts éligibles, il détaille ces différences dans son certificat.	5° een gedocumenteerd certificaat, afgeleverd door een controleorganisme, ter staving van de gedane investering en de in aanmerking komende kosten ervan. Indien het controleorganisme verschillen vaststelt tussen de geplande investering en de gedane investering, zowel wat de technische specificaties van de investering als wat het bedrag van de in aanmerking komende kosten betreft, specificeert het deze verschillen in zijn certificaat.

<p>§ 3. La commission établit un formulaire-type de dossier de clôture d'investissement au plus tard douze mois après la première mise aux enchères.</p>	<p>§ 3. De commissie stelt uiterlijk twaalf maanden voor de eerste veiling een standaardformulier voor het afsluitingsdossier van de investering op.</p>
<p><u>Art. 14. Sauf mention contraire dans le présent chapitre, les communications entre la commission et le fournisseur de capacité se font par courriers électroniques. L'envoi d'un courrier électronique au fournisseur de capacité par la commission est valable lorsqu'il est adressé à la personne de contact visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 10°. Si le destinataire est correctement identifié, celui-ci est présumé avoir réceptionné le courrier électronique le jour de son envoi par le destinataire.</u></p>	<p><u>Art. 14. Tenzij anders vermeld in dit hoofdstuk, verloopt alle communicatie tussen de commissie en de capaciteitsleverancier via e-mail. De verzending van een e-mail naar de capaciteitsleverancier door de commissie is geldig wanneer die gericht is aan de contactpersoon bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, 10°. Indien de bestemming correct geïdentificeerd is, wordt deze verondersteld dat die de e-mail te hebben heeft ontvangen op de dag dat de verzender die verzonden heeft.</u></p>
<p><u>Art. 154. En cas d'introduction tardive ou à défaut d'introduction du dossier de clôture de l'investissement, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre la contrepartie contractuelle visée à l'article 7 quaterdecies, § 1^{er}, de la loi le gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission notifie sa décision au gestionnaire du réseau.</u></p>	<p><u>Art. 15. In het geval van laattijdige indiening of niet-indiening van het afsluitingsdossier van de investering kan de commissie—, na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord, of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende capaciteitsleveringsperiode. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategorieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht. De commissie stelt de netbeheerder in kennis van haar beslissing.</u></p>
<p>Art. 15. La commission vérifie le caractère complet du dossier de clôture d'investissement. Si le dossier n'est pas complet, elle adresse au fournisseur de capacité, dans les vingt jours de la réception du dossier, une demande visant à faire compléter le dossier, en identifiant les pièces manquantes. Si le fournisseur de capacité n'a pas complété son dossier de clôture d'investissements dans les dix jours de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment</p>	<p>Art. 15. De commissie controleert de volledigheid van het afsluitingsdossier van de investering. Indien het dossier niet volledig is, zendt zij de capaciteitsleverancier binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier een verzoek om het dossier te vervolledigen, met vermelding van de ontbrekende stukken. Indien de capaciteitsleverancier zijn afsluitingsdossier van de investering niet heeft vervolledigd binnen tien dagen na het in het eerste lid bedoelde verzoek, kan de commissie, na het horen van de capaciteitsleverancier desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, of</p>

~~convoqué, enjoindre la contrepartie contractuelle visée à l'article 7^{quaterdecies}, § 1^{er}, de la loi de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. La commission notifie sa décision au gestionnaire du réseau.~~

~~nadat hij ten minste naar behoren werd opgeroepen, de contractuele tegenpartij zoals bedoeld in artikel 7^{quaterdecies}, § 1 van de wet, verplichten het capaciteitscontract te beëindigen aan het einde van de lopende periode van capaciteitslevering. De commissie stelt de netbeheerder in kennis van haar beslissing.~~

Art. 16. ~~La commission peut, dans le cadre du traitement d'un dossier de clôture d'investissement, adresser une demande d'informations complémentaires au fournisseur de capacité concerné. Le fournisseur de capacité adresse les informations demandées dans les dix jours. A défaut, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre le gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception. relâcher la capacité ou l'offre agrégée dans la catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant une seule période de capacité, quels que soient les coûts réels éligibles, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission notifie sa décision à la contrepartie contractuelle visée à l'article 7^{quaterdecies}, § 1^{er}, de la loi au gestionnaire du réseau et au gestionnaire du réseau.~~

Art. 16. ~~De commissie kan, in het kader van de behandeling van een afsluitingsdossier van een investering, een verzoek om aanvullende informatie richten aan de betrokken capaciteitsleverancier. De capaciteitsleverancier zendt de gevraagde informatie binnen tien dagen toe. Ze niet Bij gebreke daarvan, kan de commissie, na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord, of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende capaciteitsleveringsperiode. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategorieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht. de capaciteit of de geaggregeerde offerte opnieuw klasseren in de capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat één capaciteitsperiode bestrijkt, ongeacht de in aanmerking komende werkelijke kosten, na de capaciteitsleverancier desgevallend bijgestaan door zijn raadsman te hebben gehoord, of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen. De commissie stelt de contractuele tegenpartij als bedoeld in artikel 7^{quaterdecies} van de wet en de netbeheerder in kennis van haar beslissing.~~

~~Art. 17. Dans le cadre du traitement d'un dossier de clôture d'investissement, la commission peut, à défaut pour le fournisseur de capacité de lui transmettre les informations demandées et, après l'en avoir dûment averti, procéder à une visite sur place pendant les heures d'ouverture ou de travail, au cours de laquelle elle peut consulter tous les renseignements et documents~~

~~Art. 17. In het kader van de behandeling van een afsluitingsdossier van een investering kan de commissie, wanneer de capaciteitsleverancier nalaat haar de gevraagde informatie te verstrekken, na hem daarvan naar behoren in kennis te hebben gesteld, tijdens de openingen of werktijden een bezoek ter plaatse brengen, waarbij zij alle nodige informatie en documenten~~

~~nécessaires et, le cas échéant, les copier. A cet effet, la commission peut se faire accompagner de tout tiers qu'elle désigne afin de se faire assister dans sa tâche.~~

~~kan inzien en, in voorkomend geval, kopiëren. Daartoe kan de commissie zich laten vergezellen door een door haar aan te wijzen derde partij om zich bij de uitvoering van haar taak te laten bijstaan.~~

Art. 178. Si, au terme de son contrôle *ex post*, la commission constate que le projet tel que réalisé ne donne pas droit au classement initialement accordé qu'une capacité ou une offre agrégée considérée aurait dû être initialement classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant un nombre de période(s) de capacité plus réduit, elle reclasse la capacité ou l'offre agrégée dans la catégorie de capacité adéquate en tenant compte, s'il échet, d'une marge de tolérance raisonnable. La commission prend sa décision après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission Elle notifie sa décision au fournisseur de capacité et enjoint la contrepartie contractuelle visée à l'article 7^{quaterdecies}, § 1^{er}, de la loi le gestionnaire du réseau de modifier en conséquence le nombre de période(s) de fourniture de capacité couvertes par le contrat de capacité. Elle en informe également le gestionnaire du réseau.

Art. 178. Indien de commissie aan het einde van haar controle *ex post* vaststelt dat het project zoals het werd gerealiseerd geen recht geeft op de aanvankelijke toegekende klassering dat een onderzochte capaciteit of een geaggregeerde offerte aanvankelijk had moeten worden geklasseerd in een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat minder capaciteitsperioden bestrijkt, zal ze de capaciteit of de geaggregeerde offerte herklasseren in de passende capaciteitscategorie, waarbij ze eventueel een redelijke tolerantiemarge ~~van maximaal 5 %~~ in aanmerking neemt. De commissie neemt haar besluit na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord, ~~of althans na hem~~ minstens naar behoren te hebben opgeroepen. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht. De commissie Zij stelt de capaciteitsleverancier in kennis van haar besluit en gelast de in artikel 7^{quaterdecies} van de wet bedoelde contractuele tegenpartij de netbeheerder het aantal perioden van capaciteitsverlening waarop het capaciteitscontract betrekking heeft, dienovereenkomstig aan te passen. Zij stelt ook de netbeheerder daarvan in kennis.

En cas de mauvaise foi du fournisseur de capacité, de fraude ou de manipulation du marché, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre le gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier

In het geval van kwade trouw vanwege de capaciteitsleverancier, fraude of marktmanipulatie, kan de commissie na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord, of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende capaciteitsleveringsperiode. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategorieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing

recommandé avec accusé de réception. après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre la contrepartie contractuelle visée à l'article 7^{quaterdecies}, § 1^{er}, de la loi gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. La commission notifie sa décision au gestionnaire du réseau.	van de commissie worden per aangetekende brief met <u>ontvangstbevestiging</u> aan de <u>capaciteitsleverancier</u> gericht. de capaciteit of de geaggregeerde offerte herklasseren in de capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat één capaciteitsperiode bestrijkt, ongeacht de in aanmerking komende werkelijke kosten. De commissie stelt de netbeheerder in kennis van haar beslissing.
Sauf en cas d'application de l'article 17, la commission prend sa décision au plus tard quatre mois après l'introduction du dossier de clôture d'investissement.	Behoudens in geval van toepassing van artikel 17, De commissie neemt de commissie haar besluit uiterlijk vier maanden na de indiening van het afsluitingsdossier van de investering.
Le présent article ne porte pas préjudice à l'application de l'article 31 de la loi.	Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 31 van de wet.
En aucun cas le contrôle <i>ex post</i> ne peut mener au reclassement d'une capacité dans une catégorie de capacité supérieure.	In geen geval mag controle <i>ex post</i> leiden tot de herklassering van een capaciteit in een hogere capaciteitscategorie.
<i>Chapitre V. Classement des capacités étrangères indirectes</i>	<i>Hoofdstuk V. Klassering van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten</i>
Art. 19. Pour le classement des capacités étrangères indirectes dans les catégories de capacité, la commission conclut des accords avec les autorités de régulation des Etats dans lesquels ces capacités sont établies en vue de mettre en place des mécanismes de contrôle conformes à ceux établis par les articles 7 à 18.	Art. 19. Voor de klassering van de onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten in capaciteitscategorieën sluit de commissie overeenkomsten met de reguleringsinstanties van de Staten waar die capaciteiten zijn gevestigd, teneinde controlemechanismen in te voeren in overeenstemming met de mechanismen bedoeld in de artikelen 7 tot 18.
<i>Chapitre VI. Agrément des organismes de contrôle</i>	<i>Hoofdstuk VI. Erkenning van de <u>controleorganismen</u> <u>keuringsinstellingen</u></i>
Art. 2018. § 1 ^{er} . Pour être agréé, un organisme de contrôle doit remplir les conditions suivantes :	Art. 189. § 1. Om erkend te worden moet een <u>controleorganisme</u> <u>keuringsinstelling</u> aan de volgende voorwaarden voldoen:
1° disposer de la personnalité juridique et être indépendant de tout détenteur de capacité;	1° rechtspersoonlijkheid hebben en onafhankelijk zijn van elke capaciteitshouder;
2° être accrédité sur base des critères de la norme ISO/IEC 17020/2012 <u>ou ISO/IEC 17029</u> pour les activités prévues dans le présent arrêté, conformément au système d'accréditation mis en place en exécution du Livre VIII du Code de droit économique ou par un système d'accréditation	2° geaccrediteerd zijn op basis van de criteria van de ISO/IEC 17020/2012- <u>norm of de ISO/IEC 17029</u> -norm voor de activiteiten bedoeld in dit besluit, overeenkomstig het accreditatiesysteem ingesteld in toepassing van Boek VIII van Wetboek van Economisch Recht of door een gelijkwaardige

équivalent établi dans un pays membre de l'Espace économique européen;	accréditeringssysteem ingesteld in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;
3° répondre aux exigences complémentaires déterminées par la commission nécessaire à l'accomplissement de leur mission en vertu du présent arrêté ;	3° voldoen aan de door de commissie vastgestelde aanvullende eisen die nodig zijn voor de uitvoering van haar opdrachten in het kader van dit besluit;
4° s'engager à répondre à toute demande de renseignements adressée par la commission et à lui transmettre les informations dont il dispose relatives aux investissements contrôlés.	4° zich ertoe verbinden gevolg te geven aan elk verzoek om informatie van de commissie en haar de informatie waarover ze met betrekking tot de gecontroleerde investeringen beschikt, te verstrekken.
§ 2. La demande d'agrément est introduite auprès du ministre, accompagnée des pièces justificatives y afférentes. Celui-ci accorde ou refuse l'agrément à l'issue de l'examen de la demande, et après avis de la commission. L'agrément est délivré pour une période renouvelable de trois ans.	§ 2. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij de minister en vergezeld van de nodige bewijsstukken. Deze kent de erkenning toe of weigert ze na onderzoek van de aanvraag en na advies van de commissie. De erkenning wordt toegekend voor een hernieuwbare periode van drie jaar.
La liste des organismes agréés est publiée sur le site internet de la Direction générale de l'Énergie.	De lijst van de erkende organismeninstellingen wordt gepubliceerd op de website van het Directoraat-generaal Energie.
§ 3. Le retrait d'agrément est décidé par le ministre :	§ 3. De minister beslist tot intrekking van de erkenning:
1° lorsque l'organisme de contrôle ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées au paragraphe 1 ^{er} ;	1° indien de het controleorganisme keuringsinstelling _ niet langer beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die vastgesteld zijn in paragraaf 1 ;
2° lorsque l'organisme de contrôle fait l'objet d'un retrait de son accréditation;	2° indien de keuringsinstelling het onderwerp uitmaakt van een intrekking van haar accreditatie;
2 ³ ° lorsque des erreurs répétées sont constatées dans l'exercice de ses missions.	3 ² ° indien herhaaldelijke fouten zijn vastgesteld bij de uitoefening van haar opdrachten.
La décision de retrait est motivée. Elle n'est prise qu'après que l'organisme a été entendu, ou à tout le moins dûment convoqué par le ministre.	De beslissing tot intrekking wordt gemotiveerd. Zij wordt pas genomen nadat de instelling werd verhoord of althans behoorlijk door de minister werd opgeroepen.
§ 4. L'organisme de contrôle est chargé de délivrer :	§ 4. De Het controleorganisme keuringsinstelling is belast met de afgifte:
1° préalablement à l'investissement, le certificat visé à l'article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2, 5° ;	1° van het certificaat bedoeld in artikel 6, paragraaf 1, tweede lid, 5°, voorafgaand aan de investering;

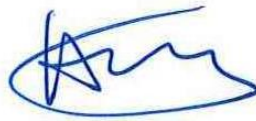
2° une fois l'investissement réalisé, le certificat visé à l'article 12, paragraphe 2, 3°.	2° het certificaat bedoeld in artikel 12, paragraaf 2, 3°, na de realisatie van de investering.
<u>§ 5. Si, quatre mois avant la date ultime pour l'introduction des dossiers d'investissement et de clôture d'investissement, moins de trois organismes de contrôle sont agréés en application du présent article, le détenteur de capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée peut remplacer, dans le dossier d'investissement, le certificat visé à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 8°, et, dans le dossier de clôture d'investissement, le certificat visé à l'article 13, § 2, 5°, par des attestations délivrées par un ou des expert(s) technique(s) qu'il aura lui-même désigné(s).</u>	<u>§ 5. Indien, zestig dagen vier maanden vóór de uiterste datum voor het indienen van de investeringsdossiers en het afsluitingsdossier van de investering, minder dan drie controleorganismen instellingen — erkend zijn overeenkomstig dit artikel, kan de capaciteitshouder of de beheerder van een geaggregeerde offerte in het investeringsdossier, het in artikel 7, § 1, tweede lid, 8° bedoelde certificaat, en, in het afsluitingsdossier van de investering, het in artikel 13, § 2, 5° bedoelde certificaat vervangen door attesten die zijn afgeleverd door één of meer technische experts die hij zelf zal hebben aangeduid.</u>
<u>La commission définit les conditions minimales de désignation des experts techniques.</u>	<u>De commissie bepaalt de minimumvoorwaarden voor de aanstelling van technische experts.</u>
Chapitre VII. <i>Dispositions finales</i>	Hoofdstuk VI. <i>Bijzondere voorzieningen</i>
Art. 1921. Le présent arrêté entre en vigueur le [...].	Art. 1920. Dit besluit treedt in werking op [...].
Art. 202. Le ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 201. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Donné à [...], le [...].	Gegeven te [...], op [...].
Par le Roi, La Ministre de l'Energie, T. VAN DER STRAETEN	Van Koningswege, De Minister van Energie, T. VAN DER STRAETEN

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Laurent JACQUET
Directeur



Andreas TIREZ
Directeur



Koen LOCQUET
Président f.f. du Comité de direction